

MARCHÉ ÉLECTORAL EN RD CONGO : ENTRE VOTE RAISONNÉ ET VOTE VULGAIRE OU SAUVAGE

Introduction

Phidias AHADI Senge Milemba, Politologue, Professeur à l'Université de Goma et chercheur au Centre de recherches pluridisciplinaires sur les communautés d'Afrique noire et des diasporas (CERCLECAD) basé à Ottawa au Canada. phidiasenge@gmail.com

Si l'on a discuté au cours de la décennie finissante du rôle que le lot d'élections en Afrique a pu jouer sur la consolidation de la démocratie, pour lequel les pays font paresseusement la chasse à courre, ce débat est tout simplement stérile s'agissant de la RD Congo. Pour cause, les élections y ont perdu tout leur sens. Depuis son *indépendance*, le pays est loin d'être un exemple du respect de l'expression de la souveraineté populaire en vue de « l'affaiblissement des circuits traditionnels et autoritaires de distribution du pouvoir »¹.

Hélas, par la peur du péril des élites dirigeantes, le tripatouillage de l'expression populaire est à leur fond de train. Cela risque d'être très impactant sur l'équilibre entre démocratie et développement si, les combines électorales et leur cohorte de déceptions, ne nous ouvrent point les yeux de l'esprit en vue de la réinvention d'un nouveau mode de gouvernance fondé sur le respect de la souveraineté du peuple. Au moment où je rédige ce papier, la conjoncture sociopolitique, subséquente à la triple élection du 30 décembre 2018, est encore parsemée d'ambiguïtés. C'est là le lot de la démocratie qui est, en cet épisode, livrée aux regards croisés. Dans tout le cas, il y a eu, d'une part, des *chasseurs des voix* ou des *troqueurs des voix* par la distribution des *appâts électoraux*, une expression de la délinquance électorale à la fois des candidats-clients et des électeurs-marchands. D'autre part, il y a eu inclinaison de choix des électeurs au *vote vulgaire* ou *sauvage* et au *vote raisonné*. Cette portée des choix des électeurs doit s'évaluer à partir des quelques variables pour épinglez les interférences intervenues dans sa formation.

1 MAÂTI MONJIB, « Comportement électoral, politique et socialisation confrérique au Sénégal », in *Politique africaine*, (n°69), 1998, pp. 55-56.

Par ailleurs, sachant qu'« en politique, il n'est jamais de dernière chance »², les impuretés électorales connues aujourd'hui pourraient constituer une opportunité de recadrage comportemental des candidats et électeurs aux affrontements électoraux à venir. L'objectif étant de décomposer la démocratie de ses dérives en vogue aujourd'hui.

Dans les lignes qui suivent, je tente de comprendre comment les compétiteurs électoraux se sont mesurés aux attentes alambiquées des électeurs sur le marché électoral très disputé en vue de leur séduction – à déterminer le dessous de choix des électeurs – ainsi que son implication sur la réinvention d'une nouvelle classe d'*élites-lettrées sociales*. Cette étude, constituant un ajout au corpus de textes sur la sociologie électorale, investit le triple scrutin du 30 décembre 2018 pour deux raisons de fond. Le dernier scrutin a été une preuve que les élites dirigeantes au pouvoir depuis 2001, ont été contraintes de toute part de prendre le risque de soumettre leur pouvoir à la concurrence électorale ouverte après trois reports successifs (2016, 2017 et 23 décembre 2018). Bien plus, ce triple scrutin a constitué un fait historique rarissime au regard de l'option levée par le président Joseph Kabila, de libérer pacifiquement le fauteuil présidentiel au profit de son successeur de l'opposition.

Dans un premier moment, je ferai un décryptage du *vote vulgaire* ou *sauvage* et du *vote raisonné*, avant d'examiner les images et les messages sur le théâtre électoral congolais. Ensuite, je dévoilerai le dessous de choix des électeurs pour en déterminer, enfin, l'implication sur la réinvention d'une nouvelle classe d'*élites-lettrées sociales*.

Vote vulgaire ou sauvage versus vote raisonné : deux réalités aux multiples facettes dans la pratique électorale

Le *vote vulgaire* ou *sauvage* est pratiqué par le commun des électeurs sans discernement ni règles de l'art. Il rend les citoyens démissionnaires de la politique de leur pays. Ce type de vote ne tient qu'à la force parochiale et à l'impéritie des électeurs dont la souveraineté se vend à vil prix. On exprime son vote, non pas en fonction de la personnalité et des qualités supposées des candidats, mais de préférences irraisonnées. Cette vulgarité ou sauvagerie du vote entraîne la démocratie à la dérive dans les pays où les électeurs acceptent volontiers de gagner des pots-de-vin en échange de leur souveraineté. L'aspect nocif d'un tel vote est que ses effets sur la vie de la nation s'inscriraient dans la longue durée. Bien plus, un tel vote accuse un manque de délicatesse électorale, et creuse en même temps un fossé infranchissable entre le *choix vulgaire* ou *sauvage* et le *choix raisonné*. Il s'exerce de sorte que l'électeur devienne le débiteur, et le candidat, le créancier.

2 Anne LEGARE, *La souveraineté est-elle dépassée ? Entretiens avec des parlementaires et intellectuels français autour de l'Europe actuelle*. Montréal : Éditions du Boréal-Express, 1992. Disponible sur http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html (consulté le 5 décembre 2019).

La mise en évidence des constituants sociologiques ne doit pas mener à penser que le comportement électoral est l'apanage d'un déterminisme social. À partir d'un « électeur éclairé » que l'on peut assimiler à celui qui a la maîtrise des « 'lois de l'aigle' : la science économique des aigles, les savoirs financiers des aigles et la culture du regard perçant et de la vitesse des aigles qui foncent pour s'emparer de leurs proies »³, opère son choix électoral en fonction des repères raisonnés ou des enjeux sociopolitiques de l'heure. De ce fait, la formulation du choix électoral dépend de la maîtrise de ce grand savoir des aigles sur le marché électoral. Un tel savoir se fonde non seulement sur la connaissance de la personnalité et des qualités supposées du candidat, mais aussi sur la connaissance que l'on a de l'infrastructure cognitive de base sur laquelle on veut fonder tout projet de réussite politique, économique et sociale.

Tout porte à croire que le *vote raisonné*, un choix électoral contrôlé, calculé et réfléchi, obéit aux règles du raisonnement et permet à un électeur de connaître la personnalité et les qualités supposées d'un compétiteur électoral du niveau local ou national. Il permet aussi de connaître le programme d'action d'un candidat et de le juger rationnellement en fonction de sa conduite et de son rendement sociopolitique. Et finalement, de convertir ce jugement en choix électoral favorable ou défavorable. Contre cette notion, le triple scrutin du 30 décembre 2018 donne l'impression que les électeurs ont échappé à l'*âge de raison électoral*, l'âge auquel on considère que l'électeur a intériorisé les « lois de l'aigle » pour connaître, discerner et poser un choix électoral raisonné. Ainsi, le droit de se plaindre de conditions sociales dégradantes est-il légitime, mais les raisons de s'en plaindre ne le sont guère, surtout lorsqu'on a perdu toute raison devant le discours prometteur du paradis au peuple damné de la terre. Dans cet esprit, un électeur, même universitaire, qui n'appliquerait pas un choix raisonné, serait un vulgaire ou sauvage électeur, nuisible à l'éclosion de la démocratie.

De toute évidence, le territoire électoral en Afrique est marqué par une tendance des élites dirigeantes à minorer la souveraineté populaire au profit de leur *ego politique*. Elles réduisent la démocratie à la volonté de rechercher la gloire et à accumuler les richesses.

Guerre d'images et de messages pour séduire les citoyens-électeurs

La campagne électorale a offert un spectacle riche d'incongrues. Parce que « ceux qui aspirent au pouvoir se livrent une lutte qui passe par les représentations, les images que tous les citoyens se font, souvent inconsciemment, du passé, du présent et de l'avenir, d'eux-mêmes, de leurs groupes

3 KÄ MANA, « L'aigle, la girafe et le goéland. Éduquer les jeunes à l'esprit d'entreprise pour lutter contre le chômage, la misère et le désespoir », in KÄ MANA et Mulumba KABUAYI, *L'Afrique et l'ordre néolibéral planétaire. Ruptures et révolutions*, Goma, Pole Institute, 2018, p. 65.

d'appartenance et de référence et de leur collectivité nationale »⁴. Certains candidats limitaient leur campagne électorale à imprimer des photos et à engager des jeunes rétribués à la journée pour les placarder sur les flancs des véhicules, des poteaux, des portails, des murs ou sur des emplacements réservés, etc.

Cette guerre électorale d'images, généralement avec mépris de l'art de l'affiche, n'est guère, en soi, une soupape de la victoire des compétiteurs électoraux, plébiscités gagnants au regard du nombre d'images placardées partout où l'imagination militante savait les apposer.

À Goma, à la législative nationale par exemple, les candidats dont les images étaient quasiment placardées partout, doublées d'une procession sonorisée par l'entremise des véhicules sonores géants circulant et balançant des chansons de campagne, appuyées d'une flopée de danseurs et artistes comédiens pour égayer le théâtre, n'ont pas su tirer leur épingle du jeu. Par contre, le candidat Hubert Furuguta, proclamé élu en tête de liste à la législative nationale, a été peu visible sur les affiches électorales et sans procession électorale sonorisée. Quelles stratégies a-t-il mobilisées pour réaliser un tel résultat ? Discours de proximité, campagne électorale numérique⁵, vente de son image lors de différentes interventions sociales inscrites dans la durée, sont autant de stratégies pouvant s'inscrire dans le registre propulseur de ce compétiteur électoral à la distinction dans le jeu.

Dans cet esprit, la victoire électorale, loin d'être synonyme de prendre un bain de foule sur le théâtre de construction des représentations politiques, n'est guère fonction de la procession électorale sonorisée et/ou du nombre d'images électorales placardées ici et là, au mépris de l'art de l'affiche. Mais de plusieurs stratégies inscrites dans la durée et en lien direct avec les attentes populaires. Ainsi, chaque candidat président de la république prenait-il pour séduction de parler pour le peuple en portant son discours sur les plus grands désastres en explosion en ce XXI^e siècle au pays (tueries de Beni, prolifération des groupes armés, gratuité de l'éducation à l'école primaire, crise d'emplois et salaires de misère, infrastructures en piteux état, chômage aggravé, précarité de soins de santé, etc.), et y proposer son programme d'actions politiques, à titre de remède.

Au chapitre de message électoral, plusieurs affiches aux slogans généralement imagés firent surface au scrutin de 2018 : *Poursuivre l'émergence* pour Emmanuel Ramazani du Front Commun pour le Congo (FCC). Ce candidat apparaissait sur une de ses affiches, seul, de bonne humeur, avec en regard la mention *Président*. Sur d'autres, il apparaissait en bas-fond

4 Jacques GERSTLE, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 121.

5 C'est une campagne électorale de proximité électronique, sans l'engagement physique ou traditionnel du candidat. Celui-ci, via des groupes de réseaux sociaux créés par différentes corporations (sportives, culturelles, estudiantines ou organisations sociales et professionnelles, etc.), balancent ses effigies, des messages, ses réalisations sociales, ses qualités supposées selon qu'il est acteur social ou institutionnel, et appelle le corps électoral à voter en sa faveur.

d'une foule bigarrée, avec le slogan : *On gagne et on gagne*. D'autres affiches le montrent avec des représentations imagées de l'émergence qu'il promet de poursuivre dans l'éducation, l'agriculture, les infrastructures, etc.

Sur les affiches de la plate-forme *Lamuka* (réveille-toi, en lingala comme en kiswahili), Martin Fayulu était présenté comme le *Candidat du changement*. Il y apparaît retroussant ses manches, sans prêter à rire ni à sourire. Comme on peut bien le comprendre, le discours est une donnée essentielle dans l'activité politique. Il construit la réalité sociale et structure symboliquement l'espace des luttes pour la captation et la conservation du pouvoir politique. Il doit donc avoir sa justification, son fondement et même son contexte pour sa consommation par ses destinataires ciblés. Quant aux affiches de Félix Tshisekedi, de la coalition *Cap pour le changement* (Cach), on pouvait lire : *J'écoute ma base. J'écoute le peuple !* Le candidat s'y présente seul, avec une mine souriante et placé à l'extrême gauche, les doigts en V, signe de la victoire (tel son défunt père au scrutin de 2011), avec en trame de fond, une foule hétéroclite et en liesse. Le slogan est : *Maboko pembe*, pour signifier littéralement, *mains propres*, en lingala.

Tous ces slogans et messages, dans leurs déclinaisons électorales, sont dotés d'une charge séduisante et émotionnelle redoutables. En exerçant une influence symbolique sur la définition collective du choix électoral, certains candidats ont été artisans de manifestations affectives en vue, non seulement de la négation de leurs adversaires sur le théâtre politique, mais aussi de la séduction de la masse électorale. Toute cette signalétique d'émotion s'est faite par l'entremise de petits mots séditeux : *traîtres corrompus* contre la coalition *Cach*, dissidente de l'opposition réunie à Genève, à la recherche d'un candidat commun à l'élection présidentielle ; *tribalistes* contre la plate-forme *Lamuka*, dont le fameux accord de Genève accorderait plus de postes importants et fars aux ressortissants de la zone sociologique Bandundu.

Par ailleurs, à l'instar de ce qui s'est observé dans les discours de campagne, la quasi-totalité des candidats ont joué sur le registre sécuritaire, surtout dans le grand Kivu et au Kasai. En ce domaine, les candidats des coalitions *Lamuka* et *Cach* ont clamé haut et fort que le pouvoir en exercice a renvoyé le navire par le fond. Par contre, le FCC a cédé à la *liturgie politique*, démontrant que son candidat est le choix de Dieu à la lumière de Jésus Christ (appelé aussi Emmanuel qui veut dire Dieu avec nous). En même temps, le candidat du Cach était qualifié de *sans expérience de gestion politique*, et pour son aide de camp, de *sans éthique*, clamant par là son faible féminin.

Ce théâtre de violence psychologique, par des manœuvres voilées et ambiguës, généralement apparentées au *lavage des cerveaux* de la masse électorale, au travers des mots pernicioseux et amoraux, ont humilié les adversaires sur le théâtre politique. Tout démontre que « l'usage de rhétoriques

affectives demeure un passage obligé pour les candidats qui entendent influencer leurs électeurs et les inciter à leur accorder leur suffrage »⁶. Toute cette confrontation des prétendants au pouvoir ou de leurs partisans, donne l'impression que les « gouvernants et opposants ne disent pas la même chose, mais les argumentaires différenciés et apparemment contradictoires qu'ils développent empruntent à un même univers d'illusions »⁷.

« Ils cherchent à imposer la domination de leur définition grâce à des symboles qui sont des mots, des images, des films, des récits, des arguments, des discours, de petites phrases, des photos, des affiches, des clips, des livres, des professions de foi, des lettres, des musiques, etc. Il s'agit donc de construire une interprétation qui a une vocation stratégique et qui va se limiter aux interprétations rivales pour la conquête du pouvoir »⁸.

Il va de soi qu'en période électorale, l'offre politique qui forme le fond même de la trame de sollicitations politiques, est une stratégie de nasse pour allécher les électeurs. Par elle, se dénouent des allégeances en faveur des uns pour en nouer de nouvelles en faveur des autres. On s'aperçoit que les électeurs, otages de la séduction et de l'émotion mobilisées par les acteurs dont les maîtres-mots touchent au fond de leur désespoir et de leurs d'attentes, se détournent de leur conviction originelle pour adopter une position favorable aux acteurs des manifestations affectives.

Les dessous de choix des citoyens-électeurs

Les enjeux sociologiques qui sous-tendent la construction du vote ont une signification qui déborde le microcosme sociologique congolais. On a pu être frappé par la sensibilité des électeurs à l'endroit des variables socio-économiques, socioculturelles et conjoncturelles pour expliquer le dessous de leur choix électoraux.

– Les variables socioéconomiques

Les variables socioéconomiques, l'une des tares qui déprécie la compétition électorale en Afrique, plongent à coût sûr les *chasseurs des voix* (candidats) et les *marchands des voix* (électeurs) dans un rapport clientéliste. On assiste, à cet effet, à l'inclinaison du vote des électeurs au *troc électoral*, c'est-à-dire à l'échange d'une voix électorale contre une quelconque ressource financière, matérielle ou alimentaire. Parce que « la campagne électorale se présente [...] comme une séquence privilégiée de construction de la réalité politique à laquelle contribuent tous les acteurs, selon leurs ressources,

6 Marion BALLET, « Pour une analyse émotionnelle des discours politiques : l'exemple des campagnes présidentielles françaises (1981-2012) », in *Recherches en communication*, (n° 41), 2014, p. 141.

7 Christian BART (Le), « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », in *Mots, les langages du politique*, 72/2003, disponible sur <http://mots.revues.org/632> (consulté le 14 juin 2012).

8 Jacques GERSTLE, *op. cit.*, p. 121.

leurs contraintes et leurs intérêts »⁹, la masse électorale a décidément troqué son vote, et en faire un vecteur d'accumulation des ressources, bien souvent à valeur de pacotille, contre sa souveraineté. Pour se justifier, elle soutient à tort et par l'ignorance coupable : *Ce n'est pas moi qui changerais la situation déjà pourrie au pays, ...*

Par cet idiome, dont certains Congolais ont pris goût et habitude, la masse électorale a démissionné à volonté de la politique de son pays, renonce à son pouvoir de tout changer par son vote et se livre au *troc électoral* aux divers niveaux d'élections. Pour attirer la masse électorale, certains candidats ou leurs agents ont distribué des *appâts électoraux*, devenus une réalité incontournable dans la culture électorale africaine. Ainsi, des pagnes pour femme, des enveloppes des pièces de monnaie, des motocyclettes, des t-shirts, foulards, képis et parasols pour motards à l'effigie d'un candidat ou portant le numéro électoral, des vivres et boissons furent distribués, en prétextant qu'il s'agissait d'un acte de charité, l'une des recommandations très importantes de Dieu. D'autres encore, se sont livrés à la distribution des tôles et livres aux écoles, des médicaments aux structures sanitaires, aux jets des pièces de monnaie à leur passage, au paiement des factures des femmes en situation difficile dans des maternités et à la réalisation de travaux d'aménagement des avenues, etc.

À force de distribuer ces *appâts électoraux*, surtout dans la capitale Kinshasa, certains candidats à l'élection législative nationale et provinciale furent surnommés « papa social », ou « maman sociale ». Et pour la zone linguistique swahilophone, les bénéficiaires, criaient « ulisha pita muheshimiwa ! » (Tu es déjà élu honorable !). Cependant, la légitimité d'un candidat ne se mesure pas au rapport clientéliste avec les électeurs. Car, attractif peut être le *troc électoral*, populaire peut paraître un candidat par ses réunions de bain de foule aux attentes alambiquées, mais s'il n'est pas en harmonie avec ce que veulent, désirent et attendent les électeurs, toutes les ressources distribuées sont faiblesse. Ainsi, renchérit Richard Banégas, « la redistribution clientéliste ne suffit pas à assurer la légitimité du candidat ou à emporter l'adhésion des électeurs dans ce nouveau contexte pluraliste favorable au “ free-riding ” »¹⁰.

Par ce comportement électoral clientéliste à craindre et à plaindre, le vote a perdu sa libre expression de souveraineté populaire. Il est devenu un acte dérisoire, un acte au gré des acteurs politiques par leurs *appâts électoraux*. Pourtant, une voix électorale est par essence une puissante arme dont dispose l'électeur pour changer le cours de l'histoire de son pays. Avec cette arme, il est possible d'inventer une nouvelle gouvernance à partir des

9 *Ibid.*, p. 120.

10 Richard BANEGAS cité par Adama ZERBO, « Démocratie électorale et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne : un modèle d'analyse ». Document de travail, DT\88\2003, CED/IFReDE - Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2003, p. 4.

déceptions, des souffrances vécues et des valeurs fortes à porter au plus haut de l'échelle sociopolitique.

– Les variables socioculturelles

Le marché électoral en Afrique est le territoire des pesanteurs identitaires d'ordre ethnolinguistique et régional. Sans être son apanage¹¹, il y génère des clivages sociopolitiques, susceptibles de mettre en pièce le vivre-ensemble, dont les nocivités s'inscriraient dans la longue durée. Ces pesanteurs identitaires déshumanisent le plus souvent les affrontements électoraux et hypothèquent le développement des territoires. Désagréable vous me direz, mais fondamental à souligner, « les élites au pouvoir ont régulièrement instrumentalisé le sentiment ethnique pour le conserver et se légitimer, tout en faisant de sa négation officielle l'argument central de leur rhétorique politique tout entière, vouée à l'apologie du développement et de l'unité nationale »¹². En RD Congo, les élections de 2018 pas plus que celles de 2011 et 2006¹³ en ont été un sol fertile. Elles ont démontré combien les électeurs ont été l'ombre des affinités identitaires d'ordre ethnolinguistique et régionale sous les apparences de la démocratie. Même les alliances politiques faites en marge de ce triple scrutin en sont un témoignage éloquent.

En effet, la plate-forme *Lamuka*, regroupe le bloc Ouest (lingalophone), représenté par Martin Fayulu Madidi, Freddy Matungulu et Adolphe Muzito (Bandundu) et Jean-Pierre Bemba Gombo, de l'Équateur. Le bloc Est (swahilophone) est représenté par Moïse Katumbi, ressortissant du Haut-Katanga. S'agissant de la plate-forme Cach, celle-ci est faite du bloc Ouest (lingalophone) représenté par Felix Tshisekedi du Kasai Oriental et du bloc Est (swahilophone) représenté par Vital Kamerhe du Sud-Kivu. Contrairement à ces deux plateformes, le FCC a adopté une stratégie de la diversité ethnolinguistique et régionale dans sa lutte électorale. Chaque Gouverneur de province, *fils de chez nous*, était nommé Coordonnateur provincial de la campagne électorale du FCC. Ainsi, devrait-il mobiliser les siens pour témoigner de son attachement à l'autorité morale du FCC et à son dauphin pour ne pas perdre avantages et confiance.

Bien plus, la mise en évidence des affinités identitaires et l'analphabétisme du nombre d'électeurs ont conduit à la volatilité de leur comportement électoral. Ils sont constamment gâtés par les considérations identitaires,

11 En toute évidence, différentes revendications dans la société mondiale empruntent, aujourd'hui, la voie identitaire. En Amérique du Nord, en Asie du Sud, les référents identitaires sont soigneusement politisés. Il en est de même du monde arabo-islamique et l'ex-bloc socialiste sans ignorer démocraties européennes où ces identités sous formes de nationalisme ou de régionalisme sont vécues avec pompe.

12 René OTAYEK, « La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'État : y a-t-il une "exception" africaine ? » ; in *Autre part*, (n°10), 1999, p. 6.

13 Lire Phidias AHADI Senge Milemba, « Les déterminants du vote au Congo-Kinshasa 2006-2011. Une contribution à la sociologie électorale », in *Revue africaine de la démocratie et de la bonne gouvernance*, Vol. 2, (n°3&4), 2015, pp. 97-111.

une des expressions du *vote vulgaire ou sauvage*. Bien plus, l'analphabétisme des électeurs reste une pesanteur à ne pas négliger dans l'explication du comportement électoral en Afrique. En effet, la maîtrise de la législation électorale, les informations relatives au processus électoral, à la démocratie comme au régime électoral fait défaut aux populations analphabètes tant urbaines que rurales. Elles en sont tellement limitées compte tenu de leur bas niveau d'instruction, de l'accessibilité précaire à l'information pour évaluer en continu les progrès démocratiques au pays, ainsi que l'installation du *monopartisme de visage pluraliste* ou le *multipartisme de visage monopartite* dans la pratique politique.

Cette volatilité des électeurs est à l'origine de leur choix contre nature en faveur d'un candidat de l'opposition à la présidentielle, et d'un autre du FCC à la législative nationale. En conséquence, l'opposant Felix Tshisekedi Tshilombo est proclamé élu avec 38,57% à la présidentielle, pendant qu'à la législative nationale, les mêmes électeurs, luttant pour la visibilité politique de leurs groupes ethniques d'appartenance, ont rendu le FCC majoritaire à l'Assemblée nationale avec 350 sièges, contre 80 pour *Lamuka* et 50 pour le *Cach*.

Par ailleurs, comme aux élections de 2011¹⁴ et contrairement à celles de 2006, certains électeurs ont fertilisé l'acquis du « vote raisonné » au détriment du référent sociologique, tel que le « vote tribal », le « vote de cœur, de sang¹⁵ » et le « vote de solidarité¹⁶ ». Certains parmi eux ont résolument misé sur la personnalité et les qualités supposées des candidats en lice. À Goma par exemple, sur cinq sièges à pourvoir, deux sont occupés par Patrick Munyomo et Hubert Furuguta, deux élus, *filis hors-terroir*. Le premier élu est bien connu dans les milieux des jeunes, car Vice-président du DC Virunga, une de grandes formations de football à Goma et dans la province du grand Kivu. Le second est, lui aussi, bien connu dans la ville, à travers ses actions humanitaires aux nécessiteux, l'agrémentation des cérémonies de mariage et le cinéma, ainsi que son rôle de critique à travers le journal satirique « Fokofoko » sur les ondes de la chaîne de radio « Kivu 1 », une des plus suivies pendant un temps dans la ville.

Ces choix sont en contremarche de ceux qui pensent que seul le *filis de chez nous* pourrait promouvoir le développement de la localité, de la

14 À la présidentielle de 2011, Joseph Kabila Kabange fit le meilleur score avec 73.40% de voix contre 2.7% en 2006 dans la province de Bandundu, une zone lingalophone de l'Ouest du pays. Tandis qu'à Goma, à la législative nationale, Désiré Konde vila Kikanda, premier gouverneur du Nord-Kivu, originaire de la province du Bas-Congo, avait tiré son épingle du jeu. Le fait pour la population de jeter son dévolu sur ces candidats, dont le rendement sociopolitique marque encore les esprits de la population, augure le début d'une mutation de comportements politiques, du vote vulgaire ou sauvage vers au vote raisonné, bien que cela soit un cas isolé dans le macrocosme politique congolais.

15 Hélène-Laure MENTHONG, « Vote et communautarisme au Cameroun : un vote de cœur, de sang et de raison », in *Politique africaine*, (n°69), 1998, p. 40.

16 Maurice ENGUELEGUELE, « L'explication du vote dans les systèmes politiques en « transition » d'Afrique subsaharienne. Éléments critiques et perspectives de développement », in CRAPP-CNRST/IRIC, vol. 9, Paris, 2004. Disponible sur : www.sciencespobordeaux.fr/vol9NS/arti2.html. (consulté le 30 janvier 2015).

collectivité, du territoire, de la province ; assurer au mieux la défense des intérêts et la sécurité du groupe sociologique d'appartenance une fois élu. Cependant, ces choix électoraux ne signifient guère la rupture avec le déterminisme identitaire, un véritable virus redoutable de la sociologie du vote en Afrique, mais marque plutôt un pas vers le *vote raisonné*. Plusieurs arguments, dont le souci du renouvellement de la classe politique, le caractère composite ou cosmopolite de l'électorat et quelques actions d'alphabétisation et d'éducation citoyenne et électorale des populations tant urbaines que rurales par les organisations partenaires de l'État, peuvent justifier cette évolution. Par contre, ce déterminisme identitaire demeure à l'ordre du jour de la sociologie électorale en Afrique, à cause de « l'accroissement du développement inégal des régions et des ethnies, la confiscation du pouvoir par une minorité, la marginalisation des groupes ethniques particuliers, la marchandisation du vote, et la dynamique des *fil du terroir*¹⁷ dans la conquête du pouvoir »¹⁸.

– Les variables conjoncturelles du vote

Le renouvellement du leadership au sommet de l'État a tenu les Congolais au cœur de leur intérêt. Pour ce faire, un dynamisme revigoré manifesté à maintes reprises en janvier 2015, donne à lire en filigrane l'intérêt populaire d'en finir avec le régime au pouvoir depuis 2001. Pour atténuer les ardeurs de rue et éviter le chaos qui se prolongeait encore, les négociations furent organisées du 1^{er} septembre au 18 octobre 2016. Elles débouchèrent sur un accord politique, farouchement désapprouvé par certaines forces sociales et politiques. Ces contestations ont conduit aux deuxièmes négociations, de la Saint Sylvestre organisées du 8 décembre au 31 décembre 2016. L'accord qui en résulta, prévoit la tenue de l'élection présidentielle en décembre 2017. Dans l'entre temps, le pays était resté plongé dans une spirale de crise enflammée, annotée de la dévaluation de la monnaie congolaise, la perte exponentielle du pouvoir d'achat, la criminalité devenue quasi permanente sur l'étendue du territoire national, etc.

La question de savoir si Joseph Kabila se représentera à l'élection présidentielle prévue, d'abord en 2016, puis en 2017, a alimenté tous les débats politiques, tant au niveau national qu'au niveau international. Ce sujet, du fait de son caractère événementiel, a tenu les yeux des organisations sociales et politiques ouverts en permanence comme le serpent, à travers plusieurs actions de masse qui finissaient dans la répression. Sous cette pression sociopolitique, le président de la république en exercice, fit le choix de son

17 Le phénomène de *fil du terroir* renvoie ici à « une sorte d'affiliation que partagent les membres d'une même communauté (ethnie, tribu, clan ou région) et qui les poussent à porter leur choix sur un des leurs qui prétend à un poste électif ». Severin ADJOVI, *Élection du chef de l'État en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 261.

18 David EYOUKÉANI KOULOUNG et Rémi SARAY RIHARINAIVO, « Réflexions sur le vote ethnique en Afrique. Construction et déconstruction d'un imaginaire politique : cas du Togo et du Madagascar », 2014, p. 46. Disponible sur www.diacronia.ro/indexing/details/V1813/pdf (consulté le 5 janvier 2019).

dauphin après un grand moment de suspens. Ce dernier s'est présenté à la présidentielle avec le message de la poursuite de l'émergence du Congo, entreprise par Joseph Kabila.

Le débat sera davantage rallumé dans tous les milieux sociaux et politiques au Congo et en Occident, entre le *candidat du changement dans la continuité* au sommet de l'État (Emmanuel Ramazani) et le candidat du *changement et de la rupture* au sommet de l'État (Félix Tshisekedi ou Martin Fayulu). Les différentes prises de position des organisations sociales et politiques n'ont pas manqué d'interférer le choix des électeurs à exprimer en faveur de l'un et à rejeter l'autre. À partir de cet enjeu électoral, le vote, « un droit et une liberté, une garantie et un pouvoir »¹⁹, a permis aux électeurs, avec leur scepticisme contagieux, de prendre position face à cet enjeu qui a structuré les débats politiques sur la personnalité et les qualités supposées des candidats des tendances politiques opposées à l'élection présidentielle. C'est le vote sur enjeux, désignant « un choix électoral qui ne se fait donc plus en fonction d'appartenances sociales ou partisans, mais en fonction des problèmes ayant une certaine importance dans le débat politique »²⁰, qui a occasionné l'échec cuisant du candidat du FCC, Emmanuel Ramazani, avec un maigre pourcentage, soit 23,84% des voix exprimées sur l'ensemble du territoire national.

La conjoncture politique nationale lui étant manifestement défavorable, le pouvoir en place a dérogé aux rites caractéristiques des régimes des pays d'Afrique subsaharienne où les résultats et le gagnant des élections sont connus d'avance.

« La mise en scène de ces rituels constitue, néanmoins, un exercice risqué pour les détenteurs du pouvoir. Ils se doivent de maîtriser les règles de l'art pour s'assurer un contrôle maximal de leurs propres institutions, et faire spectacle de l'attachement des populations à ses dirigeants »²¹.

Tout compte fait, cette volte-face du régime congolais, sous la houlette de Joseph Kabila, est un acte démocratique grandeur nature qu'il faille fertiliser pour servir de pédagogie aux pays d'Afrique et du monde où la démocratie est encore déprimée.

Vote et réinvention d'une nouvelle classe d'élites-lettrées sociales

Une crise d'hommes de hauteur, au regard clair et perçant comme l'aigle, se vit en Afrique. Des hommes supposés capables de redonner le sourire aux exclus de la société, des hommes avec cerveau, dont les ambitions

19 Olivier IHL, *Le vote*, Paris, Montchrestien, 2000, p. 11.

20 Pierre BRECHON, *Comportements et attitudes politiques*, Grenoble, Presse universitaire de Grenoble, 2006, p. 155.

21 André GUICHAOUA, « De l'art de gagner des élections « démocratiques » en Afrique », *Le Monde*, Publié le 06 octobre 2017. Disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/06/de-l-art-de-gagner-des-elections-democratiques-en-afrique_5197435_3212.html (consulté le 22 janvier 2019).

seraient loin de se limiter à monter des dispositifs de pérennisation au pouvoir, sans se soucier de la production des évolutions démocratiques et socioéconomiques notables. Pourtant l'Afrique, aujourd'hui, a plus besoin d'élites politiques fiables et certaines, prêtes à prendre part à l'écriture du chapitre qui annonce l'arrêt d'écoulement des larmes de désespoir de ses peuples, damnés de la terre.

Face aux visages baignés des larmes de détresse de ceux-là que l'ordre néolibéral rabaisse au rang de *vomissures sociales*, et d'après Kā Mana et Bernardin Ulimwengu Biregeya, des *identités traumatiques et mémoires humiliées*²², les élections apparaissent comme une des voies de sortie de cette humiliation sociale, à condition que les électeurs bougent les lignes du vote *sauvage ou vulgaire* en faisant le pas vers le *vote raisonné*. Par ce dernier choix, seul l'*élite-lettrée sociale* mériterait la confiance populaire, parce que capable de *lire* et *écrire* les défis sociaux et d'en *construire* des solutions adaptées pour une société de bonheur partagé.

En effet, la *lecture des défis sociaux*, renvoie au déchiffrement de ce qui ravale le progrès du pays, en prendre connaissance du contenu et proposer des imaginaires correctives de grandeur. Car une dyslexie et dysgraphie des problèmes sociaux expliquent l'impotence intellectuelle et politique du leadership politique africain qui n'arrive guère à pénétrer les grands fonds des crises africaines pour y proposer des solutions achevées. C'est aussi l'herméneutique des dysfonctionnements intrinsèques qui ravalent les élites dirigeantes africaines à solutionner les défis sociaux qui sont les leurs. Sinon, toute preuve d'*alexie sociale* des élites dirigeantes conduirait nos sociétés à des fatalités, dont le redressement prendra sûrement longtemps.

L'autre capacité attendue de l'élite africaine, c'est l'*écriture sociale*, car la mauvaise calligraphie des défis sociaux qui caractérisent la crème dirigeante africaine n'est pas de nature à assurer une construction des solutions efficaces et achevées, en ce qu'elle donne lieu à des solutions éphémères et linéaires. Savoir *lire* et *écrire* les préoccupations sociales est, pour une élite politique, un atout de tréfonds à la construction des solutions idoines aux problèmes de la société.

Par ailleurs, celles des élites africaines, ne sachant ni *lire* ni *écrire* même les signaux faibles des désastres sociaux, se préoccupent, plutôt, de la construction d'un nid de pouvoir narcissique, au détriment du mieux-être social. Ce nid qu'ils se construisent sert, d'abord, de pondaison d'un pouvoir égocentrique et illimité, ensuite, d'entretien de leur pouvoir par le droit fait sur mesure de leurs ambitions politiques contre le jeu démocratique et le bonheur partagé et, enfin, d'élévation de leur esprit prédateur des richesses nationales au plus haut de l'échelle des valeurs de leur gouvernance. La quête de cette crème d'élites, se résume « à balbutier et à chercher à manger

22 Lire KĀ MANA et ULIMWENGU BIREGEYA (Sd), *Identités traumatiques et mémoires humiliées dans la région des Grands lacs. Construire une culture de résilience et une communauté de destin*, Goma, Pole Institut, 2017.

à tout prix en attendant le Paradis qu'on lui promet à coup de sermons ineptes »²³. « Elle n'occupe sa vie qu'à poursuivre la gloire, n'hésitant pas à sacrifier morale, vertu, honneur, dignité, liberté, femmes et enfants »²⁴.

Conclusion

Dans nombre de pays du sud, l'avènement triomphal et considéré de la démocratie libérale est le symbole légitime de l'affaiblissement des régimes autoritaires. Parce que ces régimes sont contre les droits humains, la bonne gouvernance et la démocratie électorale, ils sont, aujourd'hui, rejetés ou en train de l'être par les peuples, souverain primaire. Dans d'autres, par contre, la démocratie est instrumentalisée pour nourrir les *ego politiques* des acteurs et s'en servir comme tremplin de distribution autoritaire de pouvoir. Dans ces États, le vote est devenu de plus en plus un acte routinier²⁵ car, son organisation n'y apporte guère d'avancée. *Errare humanum est*, certes, mais les irrégularités et âneries des scrutins passés ne jouent pas encore à l'amélioration des scrutins à venir.

Pour le triple scrutin de 2018, les citoyens-électeurs ont été pris au piège de distribution des *appâts électoraux*, des enjeux sociologiques qui ont influencé la construction de leur vote. Bien plus, la mise en évidence de l'analphabétisme du nombre d'électeurs et les manifestations affectives des compétiteurs politiques sur le théâtre électoral, ont plus incliné le choix de commun des électeurs au *vote vulgaire ou sauvage* qu'au *vote raisonné*. Pourtant, le choix électoral raisonné est une arme avec laquelle l'électeur peut s'impliquer dans la réinvention d'une autre gouvernance, avec des élites politiques sachant lire, écrire et construire des solutions adaptées aux problèmes sociaux.

Alors, plutôt que de s'adonner à la culture du vote vulgaire ou sauvage pour vendre à vil prix sa souveraineté, il vaut mieux sortir de la prison du silence et répondre au tragique de la situation en ouvrant ainsi une voie à la culture du *vote raisonné*. Pour ce faire, il importe de poser des actions d'alphabétisation et d'éducation citoyenne et électorale dans le court, moyen et long termes pour que les Congolais de demain arrivent à réfléchir et à voter différemment de ceux d'aujourd'hui. Sinon, l'on pourrait alors se demander quel sera le comportement électoral des électeurs dans le futur. ■

23 Recxon BIKO KABUASA, « L'oubli de l'Être Congolais », in Benoît AWAZI Mbambi Kungua (Dir.), *Philosophies africaines, études postcoloniales et mondialisation néolibérale. Variations africaines et diasporiques*, (Afroscopie VIII), Ottawa-Paris, Cerclecad-L'Harmattan, 2018, p. 105.

24 Jean Claude MANZUETO, *L'âme perdue d'une nation, devant le désarroi d'un peuple*, Afrique du sud, Éditions JCM, 2015, p.22.

25 Au sujet du « vote routinier », lire avec intérêt Sandrine PERROT, Marie-Emmanuelle POMME-ROLLE et Justin WILLIS, « La fabrique du vote : placer la matérialité au cœur de l'analyse », in *Politique africaine*, (n° 144/4), 2016.